

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

GRENOBLE, LE 16 MAI 2012

AFFAIRE SUIVIE PAR : A. MICHEL
☎ : 04.56.59.49.68
📠 : 04.56.59.49.96

ARRETE PREFECTORAL N°2012137-0032

Le Préfet de l'Isère
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le livre V, titre 1^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles R.512-39-3-I, R.512-39-4 et R.512-31 ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE au sein de son usine de fabrication de polychloroprènes située route nationale 85 sur la commune de CHAMPAGNIER ;

VU le dossier de notification de la cessation des activités exercées par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE sur son site de Champagnier, remis le 2 août 2006 ;

VU le rapport d'investigations environnementales transmis le 26 janvier 2009 par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE pour son site de Champagnier ;

VU la lettre du 10 juin 2009 transmettant à l'exploitant le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 8 avril 2009 demandant des compléments suite à l'analyse des investigations réalisées ;

VU le mémoire de réhabilitation du site transmis par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE le 1^{er} février 2010 et complété le 25 janvier 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, du 13 février 2012 ;

VU la lettre du 14 février 2012, invitant l'exploitant à se faire entendre par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques et lui communiquant les propositions de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, du 23 février 2012 ;

VU la lettre du 6 mars 2012, communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté concernant son site ;

VU les observations de l'exploitant, du 20 mars 2012 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL du 4 mai 2012 ;

CONSIDERANT que le mémoire de réhabilitation du site transmis par la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE tend à montrer que la pollution résiduelle du site serait compatible en terme de risque sanitaire avec un usage industriel et que les analyses piézométriques ne révèlent pas de pollution de la nappe ;

CONSIDERANT toutefois, après examen par l'inspection des installations classées de la DREAL, que ce dossier n'est pas suffisamment complet pour permettre de confirmer les conclusions de l'exploitant, que des incertitudes méritent d'être levées et que certaines demandes de compléments formulées dans le courrier du 10 juin 2009 susvisé n'ont pas été prises en compte dans le mémoire ;

CONSIDERANT par conséquent, qu'il convient d'imposer à la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, en application de l'article R.512-39-4 du code de l'environnement, la remise de compléments sur les investigations environnementales et l'analyse des risques résiduels et la réalisation d'un dossier de servitudes, en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er – La société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, représentée par Maître Silvano CARLAN, liquidateur amiable domicilié route nationale 85 - Champagnier – BP 19 – 38800 Le Pont de Claix, est tenue de compléter le mémoire de réhabilitation de son site de CHAMPAGNIER, remis le 1^{er} février 2010 et complété le 25 janvier 2011, par l'ensemble des éléments énoncés dans les articles suivants, avant fin mai 2012.

ARTICLE 2 : investigations environnementales

Le mémoire de réhabilitation sera complété par les éléments suivants :

2.1. Transmettre les résultats issus de la surveillance piézométrique du site réalisée après les travaux de démantèlement, et procéder à une nouvelle campagne de surveillance piézométrique incluant les paramètres HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), hydrocarbures totaux, composés organiques volatils (COHV), chloroprène et BTEX (benzène toluène éthylbenzène xylène), afin de confirmer l'absence d'impact sur la nappe ;

2.2. Préciser l'origine des valeurs de pollution résiduelle retenues pour les bétons restés en place sur le site (fond de la fosse 800), et transmettre l'ensemble des analyses réalisées sur les structures (dalles, fond de rétention, etc) restées en place (y compris la rétention de 6000 m³), afin de disposer d'un état exhaustif de la pollution résiduelle ;

2.3. Procéder à des investigations complémentaires au niveau des zones suivantes :

- ♦ ancienne zone d'implantation de l'atelier monomère : zone considérée comme potentiellement polluée lors de l'ESR (évaluation simplifiée des risques) de 2003 mais n'ayant pu faire l'objet d'investigations ;
- ♦ ancienne zone d'implantation du local de stockage des huiles (point n°7) : zone identifiée comme source potentielle de pollution lors de l'élaboration du plan d'échantillonnage de 2008 et n'ayant pu faire l'objet d'investigations pour des raisons de sécurité.

Le nombre de sondages sera à adapter en fonction de la surface des zones.

2.4. Procéder à des investigations de sols portant sur les paramètres dioxines et furannes et polychlorobiphényles dioxine like (PCB DL) dans la zone de retombées des fumées de l'ancien incinérateur de déchets chlorés, à l'intérieur et à l'extérieur du site, en particulier si des cibles potentielles sont identifiées (zones agricoles, jardins potagers, aires de jeux, pâturages, etc). Une analyse sera également effectuée sur un point situé hors zone d'influence (bruit de fond).

ARTICLE 3 : analyse des risques résiduels

L'analyse des risques résiduels sera affinée et complétée par les éléments suivants :

3.1. Prendre en compte la voie d'exposition par ingestion d'eau potable polluée à la suite d'une diffusion des polluants volatils présents dans les sols (hydrocarbures, BTEX, ...) à travers d'éventuelles conduites d'eau potable (en PEHD, ...) ou justifier son absence de prise en compte dans l'étude. Le cas échéant, cette voie d'exposition pourra être supprimée par la mise en place de servitudes portant sur l'implantation ou la conception des conduites d'alimentation en eau potable.

3.2. Prendre en compte dans l'analyse des risques résiduels l'ensemble des polluants présents, y compris ceux dont la teneur est inférieure à celle des déchets inertes au sens de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes. A défaut, l'absence de leur prise en compte devra être justifiée. Le cas échéant, l'exploitant procèdera à l'excavation des sources de pollution identifiées ou proposera des conditions d'aménagement spécifiques dans le cadre de la réhabilitation du site afin de réduire ou de supprimer les voies de transfert entre les sources résiduelles et les cibles (futurs employés du site).

3.3. Justifier que le risque lié au scénario inhalation reste acceptable en considérant les concentrations en benzène toluène éthylbenzène et xylènes (BTEX) associées au tas de gravats n°32, lequel est surfacique contrairement à la dalle de la fosse 800 située à 3,5 mètres de profondeur.

ARTICLE 4 : dossier de servitudes

Le rapport devra être accompagné d'un dossier de servitudes afin que soit conservée la mémoire des différents remblaiements effectués, de la localisation des pollutions résiduelles (élaboration d'un plan détaillé indiquant l'ensemble des polluants identifiés et leurs concentrations), et des dispositions à respecter dans le cadre du réaménagement du site.

ARTICLE 5 - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé. Il sera affiché à la porte de la mairie de CHAMPAGNIER et publié sur le site internet de la préfecture de l'Isère pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, sur le site, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 6 – En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Grenoble :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage.

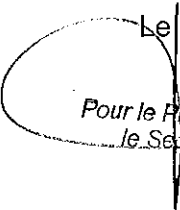
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 8 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de CHAMPAGNIER et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société POLIMERI EUROPA ELASTOMERES FRANCE, représentée par Maître Silvano CARLAN, liquidateur amiable.

Fait à Grenoble, le

16 MAI 2012

Le Préfet

 Pour le Préfet, par délégation
 le Secrétaire Général
Frédéric PERISSAT